

Passé, présent et avenir du système de vulgarisation en Albanie

Qafoku N.

La vulgarisation agricole dans les pays de la Méditerranée du nord-est

Montpellier : CIHEAM
Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(2)

1995
pages 149-150

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI011005>

To cite this article / Pour citer cet article

Qafoku N. **Passé, présent et avenir du système de vulgarisation en Albanie.** *La vulgarisation agricole dans les pays de la Méditerranée du nord-est.* Montpellier : CIHEAM, 1995. p. 149-150 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(2))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Passé, présent et avenir du système de vulgarisation en Albanie

Nikolla Qafoku

Ministère de l'Agriculture, Tirana (Albanie)

Résumé. Dans le régime précédent, la vulgarisation, subordonnée à l'idéologie et à la politique, a été un échec. L'ensemble du système est aujourd'hui en cours de rénovation pour obtenir une vulgarisation adaptée aux besoins des agriculteurs et de l'économie de marché.

La raison qui a expliqué l'absence d'un système de vulgarisation efficace des données techniques et scientifiques en agriculture est très simple. Sous le régime précédent, la liberté de choix et d'initiative des agriculteurs et des spécialistes de terrain était presque nulle. Tout ce qu'ils faisaient devait rigoureusement être conforme aux instructions qui venaient d'en haut et qui dépendaient de la politique et de l'idéologie au pouvoir. Ils n'avaient qu'à les appliquer, même s'ils étaient persuadés que cela ne répondait pas aux besoins techniques et scientifiques. Tous, spécialistes, chercheurs et exploitants étaient obligés d'agir dans les limites imposées par la politique officielle. Pour l'Etat albanais d'alors, ce qui était important, c'était de « vulgariser » l'idéologie au pouvoir, autrement dit, la politique primait sur l'efficacité.

Le ministère de l'agriculture, au lieu de s'occuper des problèmes de vulgarisation agricole, était l'interprète de la politique officielle. C'était plutôt les institutions et les stations de recherche, ainsi que l'Institut des Sciences Agronomiques de Tirana et celui de Korça qui étaient chargés de l'activité de vulgarisation.

L'absence d'un réseau approprié et de moyens propres à la vulgarisation obligeait les spécialistes des institutions centrales, ainsi que ceux des stations et de l'Université à contacter eux-mêmes les agriculteurs. Mais le faible nombre de spécialistes ne permettait pas de répondre aux exigences d'un système efficace de vulgarisation. Le centre de la « Propagande Agricole » était, lui aussi, trop « politisé » pour travailler dans ce sens.

Les chercheurs et les scientifiques perdaient beaucoup de temps pour des tâches qu'ils n'auraient pas dû assumer. Ils étaient souvent obligés de s'occuper de simples problèmes de production alors qu'ils devaient résoudre des problèmes plus importants. Cela entraînait la réduction et la médiocrité de leur niveau scientifique.

Quelquefois l'activité menée par l'institution dépassait le cadre des problèmes qu'elle aurait dû avoir, normalement, à résoudre. Tout cela poussait les spécialistes à un travail de routine. Il faut aussi insister sur le fait qu'ils avaient à contacter les exploitants sur le terrain, et devaient être en quelque sorte des « spécialistes de tout », autrement dit, connaître un peu tout à la manière du médecin généraliste : ils devaient expliciter les données scientifiques et promouvoir les nouvelles techniques, rendre tout cela simple et disponible aux agriculteurs sur le terrain. Ils devaient leur expliquer ce qui est essentiel ainsi que la voie et les solutions concrètes à choisir pour tirer profit de la science et avoir une meilleure production. Il leur était de même nécessaire de connaître les graines, le niveau de pollution, le danger lors de l'utilisation des pesticides et des produits chimiques. Bref, ils devaient savoir comment pratiquer une agriculture viable.

En tenant compte de tout cela, il s'avère indispensable qu'un système et un réseau soient mis en place, afin d'animer l'activité de vulgarisation dans l'avenir. Rappelons ici, pour renforcer cette idée, le cas des

Pays-Bas qui, depuis dix ans déjà, disposent d'un système de qualification professionnelle des exploitants en agriculture.

Il est intéressant de présenter quelques projets du ministère de l'Agriculture en vue de la mise sur pied et du fonctionnement d'un réseau de services de vulgarisation. Ces projets concernent autant la période de transition actuelle que l'avenir.

Le schéma pyramidal qui va s'établir à partir du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation jusqu'aux régions et aux communes du pays, est le suivant :

- ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
- Au niveau de la région, on aura l'administration locale qui comprendra un directeurat d'agriculture composé :
 - du département d'agronomie,
 - du département vétérinaire,
 - du département zootechnique,
 - du département d'alimentation, etc.
- Ces départements auront un contact permanent avec les Communes où le service d'agriculture sera composé :
 - du bureau des agronomes,
 - du bureau des vétérinaires,
 - du bureau des zootechniciens, etc.

Le directeurat d'agriculture de la région dépendra, du point de vue administratif, de l'administration locale et du point de vue financier et technique, du ministère de l'Agriculture. De la sorte, la politique agraire fera son chemin, allant du centre au terrain.

L'élément le plus intéressant dans ce schéma est le service de l'agriculture, au sein des communes, qui comprendra un nombre suffisant de spécialistes. Ils vont prendre en charge l'activité de vulgarisation de la politique agraire jusqu'au niveau des agriculteurs, tout en étant en contact permanent avec le directeurat d'agriculture de la région. Ils auront aussi des contacts avec les stations, les institutions de recherche et les Facultés des Sciences Agronomiques pour servir de point de transmission entre ces organismes centraux et les producteurs sur le terrain. Ils aideront, de la sorte, les producteurs à résoudre les problèmes de production à l'aide des conclusions tirées par les institutions scientifiques. Par ailleurs, ils devront constater sur le terrain les grands problèmes de la production au niveau des Communes et transmettre ces problèmes aux organismes de recherche scientifique pour que ces derniers les étudient.

Les projets d'avenir concernant le système de vulgarisation vont certainement améliorer l'efficacité de la vulgarisation. Pourtant, on doit admettre que le nouveau système proposé n'est peut-être pas le meilleur et il reste dans l'avenir à l'améliorer en permanence. Il faut souligner aussi que l'aide des autres pays a une grande importance dans nos efforts de mise en place d'un système moderne de vulgarisation agricole.

